

Magali Ballatore

Magali Ballatore a été durant quatre ans chargée de recherche au sein du Groupe interdisciplinaire de recherche sur la socialisation, l'éducation et la formation (Girsef) à l'UCL. Elle est désormais maître de conférence à l'université d'Aix-Marseille. Sa thèse porte sur la mobilité des jeunes Européens.



« Un programme populaire ? Pas assez »

Magali Ballatore nuance la « success story » que racontent généralement les institutions européennes au sujet des programmes Erasmus.

Le tableau du programme Erasmus est-il aussi rose qu'on ne le présente généralement ?

Le discours institutionnel, celui de la Commission européenne, ne varie pas depuis des années. On parle de « success story », de programme populaire. Ce qui me dérange, c'est que ce genre de discours ne prend pas en compte toutes les études scientifiques qui se sont intéressées aux profils, aux parcours des étudiants qui participent aux programmes d'échanges. Erasmus Plus d'aujourd'hui est le résultat du regroupement de différents programmes. Le dernier objectif de mobilité qui a été avancé, c'est celui de 20 % : 20 % des étudiants inscrits devraient participer au programme. Dans les faits, on n'a toujours pas atteint les 10 % de mobilité. C'est peu pour un programme prétendument populaire.

Est-ce à dire que les Erasmus ne sont réservés qu'aux étudiants dont les parents ont un certain niveau de revenus ?

C'est plus compliqué. Premièrement, les échanges sont le fruit de contrats bilatéraux entre universités, départements. Certains, qui ont une tradition de recherche, ont beaucoup d'échanges, d'autres beaucoup moins. En France, les écoles d'ingénieur, de sciences politiques, les business school ont beaucoup d'échanges. D'autres universités plus provinciales

ont beaucoup moins. Ce qui signifie que l'étudiant n'est pas libre d'aller où il veut. Deuxièmement, à l'intérieur des départements, des sélections existent, tout le monde ne peut pas partir. Et quand on observe le profil des étudiants qui partent, on se rend compte qu'il y a une surreprésentation de gens de milieux favorisés. Cela peut s'expliquer par les frais qu'engendrent les séjours à l'étranger, les bourses arrivant souvent après le séjour. Mais il y a d'autres facteurs, notamment ce que j'ai appelé les compétences internationales, le capital migratoire.

Qu'est-ce que cela signifie ?

Un capital migratoire, pour faire simple, ce sont des séjours linguistiques, des voyages que les étudiants ont pu faire avant de vouloir partir en Erasmus. Ceux qui partent ont plutôt ce profil-là, ont, pour être plus précis, davantage ce profil de mobilité. Cela peut être lié à des stratégies qu'ont eues les parents durant l'enfance.

Les critiques que l'on peut adresser au programme d'échange Erasmus sonnent donc un peu comme celles que l'on entend parfois à l'égard de l'Europe de façon plus générale : des institutions qui ne profitent pas à tous équitablement.

On peut se poser cette question : est-ce qu'il n'y a tout de même pas des étudiants qui, sans ces programmes, ne seraient pas partis ? Je pense que oui. Je serais donc plus nuancée. ■

Propos recueillis par
MATHIEU COLINET